



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

VILLE DE VINCENNES

DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

Arrêté réglementant l'occupation
du domaine public

OBJET : Permis de stationnement - vélos cargos
- 7, place Bérault
fpg

Madame le Maire de Vincennes, Conseillère régionale d'Île-de-France,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2213-6

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de la voirie routière et notamment l'article L 113-2 ;

VU l'arrêté municipal n° 1491 en date du 13 juillet 2010 adoptant une réglementation locale de la publicité ;

VU l'arrêté n° 769 en date du 25 avril 2013 réglementant l'occupation du domaine public dans le centre-ville ;

VU le règlement d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine approuvé le 25 septembre 2013 ;

VU la décision du conseil municipal n° DM-22-447 en date du 30 novembre 2022, fixant les droits de voirie et de stationnement à compter du 1er janvier 2023 ;

VU l'arrêté municipal n° A-20-490 en date du 2 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature à M. Robin LOUVIGNÉ, adjoint au Maire ;

VU la demande en date du 29 mars 2023 Monsieur Marchand Fabien gérant du commerce de réparation et location de cycles sous l enseigne « Le Triporteur », concernant une occupation du domaine public pour la mise en place de vélos cargos au droit de son commerce sis 7, place Bérault à Vincennes ;

VU le caractère temporaire d'une occupation du domaine public ;

CONSIDÉRANT que la durée d'une occupation du domaine public doit être déterminée, les dates de début et de fin devant être précisées articles, L 2122-2 et L 2122-3 ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à Madame le Maire d'autoriser les occupations du domaine public et de les réglementer dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la circulation des piétons et des différents usagers du domaine public ;

ARRÊTE

ARTICLE I - L'arrêté n° 686 en date du 23 juin 2023 **est abrogé**.

ARTICLE II - Monsieur Marchand Fabien gérant du commerce de réparation et location de cycles sous l enseigne « Le Triporteur » est autorisé à mettre en place des vélos cargos au droit de son commerce sis 7, place Bérault conformément au plan ci-annexé ;

Surface occupée sur le domaine public au droit et le long de l'établissement,
. longueur de 6 mètres et 90 centimètres - largeur de 2 mètres

Soit une surface totale arrondie à 14 mètres carrés.

ARTICLE III - Cette autorisation :

. est accordée à titre précaire et révocable et peut être retirée sans donner droit à aucune indemnité au profit de l'occupant, si l'intérêt général, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si l'occupant ne se conforme pas aux conditions qui lui sont imposées, ou pour des travaux que la municipalité ou un service public est susceptible d'engager.

. lors de manifestations organisées dans les rues, il peut être demandé au permissionnaire de ne pas occuper le domaine public.

. la présente autorisation est conférée *intuitu personae* à son titulaire qui s'engage à respecter les prescriptions qui lui sont notifiées. Le titulaire ne peut en aucun cas sous-louer la surface qui lui est accordée, en totalité ou en partie. Il ne peut davantage la faire occuper par un tiers. Il ne peut la transmettre, ni la céder à qui que ce soit sous peine de nullité de l'acte organisant ce transfert.

. si le titulaire ne souhaite plus utiliser le domaine public pour la mise en place de des vélos cargos, il est tenu d'en informer la Mairie par écrit et l'autorisation est abrogée.

. en cas de cessation d'activité ou de changement de commerce, l'autorisation est annulée. Le pétitionnaire est tenu d'enlever et sans indemnité l'ensemble de son matériel. Son successeur doit souscrire une nouvelle demande d'autorisation, s'il souhaite une nouvelle occupation du domaine public.

ARTICLE IV – Les prescriptions suivantes doivent être respectées :

. le pétitionnaire doit se conformer aux instructions et règlements en vigueur ainsi qu'aux ordres des agents chargés de la police sur la voie publique.

. l'emprise de cette occupation est matérialisée au sol par des dispositifs implantés par les services techniques.

. aucune référence de publicité ne doit être apposée sur le mobilier.

. la libre circulation des piétons est assurée en permanence au droit de la surface autorisée.

. le pétitionnaire ne doit en aucun cas laisser son mobilier sur le domaine public en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement et en cas de vent violent.

. toute occupation supérieure à celle autorisée expose son auteur à être poursuivi pour infraction, sans préjudice de la perception des droits fraudés.

. le parfait état de propreté aux abords de l'étalage est assuré par le titulaire de l'autorisation.

. d'une manière générale, toutes dispositions sont prises par l'occupant afin d'assurer la sécurité du public.

. chaque fois que l'exécution de travaux de voirie par la ville ou par différents exploitants et concessionnaires nécessite le déplacement des installations, le pétitionnaire est tenu d'effectuer les opérations conformément aux indications qui lui sont données et ceci sans pouvoir bénéficier d'aucune indemnité pour quelque motif que ce soit.

. le permissionnaire assume l'entière responsabilité des faits pouvant lui être imputables. L'occupant s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en tant qu'exploitant pour toutes les conséquences dommageables résultant de son comportement fautif ou de sa présence sur le domaine public. En aucun cas, la responsabilité de la ville de Vincennes ne peut se substituer à celle de l'occupant.

ARTICLE V – Cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance payable d'avance, suivant les tarifs en vigueur. Le non-paiement des droits afférents à cette occupation est un motif de suppression de l'autorisation sans ouvrir un droit au profit du titulaire.

ARTICLE VI – La présente autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE VII – La présente autorisation et le plan annexés sont affichés sur la vitrine du commerce concerné.

ARTICLE VIII – Les infractions au présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux, la sanction encourue étant une contravention de 1^{ère} classe ou une amende administrative, le retrait de l'autorisation et éventuellement l'engagement de poursuites pénales.

ARTICLE IX – Le Directeur général des services, le Directeur général des services techniques et de l'urbanisme, la Commissaire de police de Vincennes et les agents de la police municipale de Vincennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE X – Le présent arrêté fait l'objet d'une publication légale et est notifié au pétitionnaire.